MOUZAY – COMMUNE

Liste des délibérations de la séance du 15 octobre 2026

Président de la séance : Monsieur Francis LÈRE
Secrétaire de la séance : Madame Sylvie GIRAUD

Présents : Monsieur Francis LÈRE, Monsieur Yannick PINON, Madame Marie RONDWASSER, Monsieur Francis GAULUET, Monsieur Christian NAUD, Madame Sylvie GIRAUD, Madame Corinne LEPLANQUAIS, Madame Magali NISSERON, Monsieur Yannis LORILLOU
Représentés : Madame Véronique NOYELLE représentée par Monsieur Francis GAULUET, Monsieur Mickaël BRUGIERE représenté par Madame Magali NISSERON

Ordre du jour *:*

Approbation du procès-verbal de la dernière réunion du 17 septembre 2026
Décisions du maire prises en vertu des pouvoirs délégués par le conseil municipal

1/ CREATION D'UNE COMMISSION LOCALE D'ACTION SOCIALE (CLAS) ET ARTICULATION CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CIAS)

2/ ACQUISITION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE ZK N° 25 AU LIEU-DIT LE SOUFFLET POUR REALISATION D'UNE RESERVE INCENDIE

3/ PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ANIMATION DU REPAS DES AINES DU 11 NOVEMBRE

4/ DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE POUR LES ELUS LOCAUX

5/ AVIS SUR LA DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER UN BIEN SOUMIS AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Délibérations du conseil *:*

1/ CREATION D'UNE COMMISSION LOCALE D'ACTION SOCIALE AU SEIN DE LA COMMUNE ET DESIGNATION D'UN REFERENT (N° DE_2026_038)

Résultat du vote : adoptée

2/ ACQUISITION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE ZK N° 25 AU LIEU-DIT LE SOUFFLET POUR REALISATION D'UNE RESERVE INCENDIE (N° DE_2026_039)

Résultat du vote : adoptée

4/ DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE POUR LES ELUS LOCAUX (N° DE_2026_040)

Résultat du vote : adoptée

5/ AVIS SUR LA DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER UN BIEN SOUMIS AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (N° DE_2026_041)

Résultat du vote : ajournée

Le maire,
Francis LÈRE

MAIRIE de MOUZAY
37 (Indre-et-Loire)

Affichée la présente liste des délibérations aux lieux habituels d'affichage et publiée sur le site internet de la commune : http://mouzay.fr (en vertu de l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales)